

Commission : Programme des Nations Unies pour le Développement

Question : Les Objectifs de Développement Durable : Quel Nouvel élan mondial pour 2045 ?

Auteur : Brésil

La croissance durable et l'amélioration des conditions de vie des individus et le développement des technologies sont au centre des préoccupations du Brésil ainsi que des BRICS+.

Pour que l'IA devienne une innovation positive pour le monde, elle doit être encadrée par des réglementations internationales et nationales rigoureuses, tout en étant utilisée pour répondre aux défis majeurs de développement. Les BRICS+, dont le Brésil, disposent d'un potentiel stratégique pour encourager une IA éthique et inclusive, qui soutient les objectifs du développement durable (ODD). Le nombre croissant de cyberattaques met en péril les infrastructures critiques, de l'énergie à l'agro-industrie. Face à cela, il devient urgent d'instaurer : une régulation stricte sur l'utilisation de l'IA en matière de cybersécurité, imposant des protocoles de sécurité renforcés et une coopération internationale accrue pour surveiller les menaces; une transparence dans les algorithmes utilisés par les entreprises et les États, afin d'éviter les abus, la désinformation ou les biais qui pourraient accentuer les inégalités sociales. Sur le plan de l'emploi, l'automatisation massive pourrait causer des pertes dans des secteurs tels que l'industrie ou l'agriculture. Il sera donc crucial de mettre en place des politiques d'adaptation du marché du travail, comme des programmes de formation continue et de reconversion professionnelle afin de préparer les travailleurs aux emplois de demain, notamment dans les domaines liés aux technologies vertes et à l'innovation ainsi que des incitations fiscales et des subventions pour encourager le développement de secteurs créateurs d'emplois, comme l'économie circulaire ou les énergies renouvelables

Les mécanismes de financement actuels du développement, bien qu'importants, montrent des limites dans un monde de plus en plus interconnecté et vulnérable aux catastrophes naturelles récurrentes. La croissance de l'Afrique en tant que puissance énergétique et l'ouverture de mines pour les terres rares accentuent les besoins en investissements durables et en infrastructures écologiques. Le Brésil, à travers les PPP et sa production de biocarburants, et ses 90% de production d'Énergie renouvelable montre la voie, mais une refonte des indicateurs de développement est nécessaire. Plutôt que de se limiter au PIB, les indicateurs devront davantage intégrer l'impact environnemental, la qualité de vie et l'inclusion sociale. Pour se faire respecter, des sanctions devront être mises en place telles que celles pour la déforestation illégale qui diminuent de plus en plus le poumon de la Terre. Le PNUD devra donc repenser ces critères pour mieux répondre aux défis multidimensionnels du futur. Or, l'agriculture est un élément essentiel de l'économie brésilienne, contribuant à environ 6 % du PIB annuel du pays en 2030; le changement climatique a déjà un impact massif sur la productivité des cultures avec une large augmentation de la demande de l'eau. Le Brésil demande donc une compréhension de la part du PNUD et des pays internationaux sur la forte consommation d'eau. Une aide est nécessaire pour aider le pays à résister économiquement et trouver des solutions éco-responsables à ce problème majeur.

Malgré des avancées, les inégalités de genre, sociales et économiques restent des défis majeurs pour 2045. Le Brésil, avec une croissance annuelle d'environ 2,12% par rapport à l'année précédente, le taux de chômage (7,8%) et le salaire moyen (695 \$ par mois par habitant) à peu près stables par rapport à 2024, évoluant progressivement en fonction de chaque période de l'année, maintient sa position du pays le plus développé économiquement en Amérique latine, mais des fractures importantes demeurent, notamment dans l'accès à l'éducation, aux soins et à l'emploi des femmes. C'est pour cela que le pays s'engage à instaurer des quotas sur l'accès des femmes aux postes de décisions, c'est-à-dire augmenter

la représentation des femmes dans la politique, les entreprises et les secteurs technologiques. Le Brésil propose également une éducation à l'égalité dès le plus jeune âge afin de briser les stéréotypes genrés. Deuxièmement, pour réduire les inégalités économiques, un impôt progressif sur les grandes entreprises va être mis en place : redistribuer une partie des profits des entreprises multinationales pour financer les services publics et la sécurité sociale. Une augmentation de salaire de minimum 15% est également attendue pour aider les populations les plus vulnérables. A cause des pertes de territoires de nombreux pays face à la montée des eaux, le Brésil propose à tous les pays développés d'investir dans des infrastructures résilientes et à les envoyer aux pays victimes des conséquences du réchauffement climatique. Un accueil plus organisé pour les migrants climatiques doit être respecté par tous les pays ainsi que leur procuration en éducation, santé, logement et travail.

En 2045, plusieurs ODD, tels que ceux portant sur l'éradication de la pauvreté, la protection de l'environnement et la réduction des inégalités, sont toujours d'actualité, mais leur application doit être renforcée. Les crises environnementales récurrentes (sécheresses, méga-feux) et la perte de ressources naturelles montrent que les cibles des ODD ne sont pas suffisantes pour faire face à la gravité des défis actuels. De plus, le jour de dépassement étant désormais fixé au 15 juin, il devient évident que la trajectoire actuelle n'est pas soutenable. Il faut donc instaurer un cadre légal international visant à transformer certains ODD en obligations légales avec des sanctions en cas de non-respect, notamment dans les domaines du climat, de l'égalité et de la sécurité alimentaire. De plus, il faut renforcer le rôle du PNUD, qui pourrait jouer un rôle de suivi et d'évaluation annuelle des progrès, avec un système de classement public des performances des pays et entreprises en matière de développement durable. De la même manière, il se doit d'impliquer la société civile et le secteur privé en mobilisant davantage d'acteurs non étatiques, comme les ONG, les mouvements citoyens et les entreprises, pour créer une pression sociale et promouvoir l'alignement des stratégies privées sur les ODD. De nouveaux objectifs devront répondre aux enjeux de cybersécurité tels que garantir une protection des infrastructures critiques et des données personnelles face à la montée des cyberattaques, de migrations écologiques et de sobriété énergétique ainsi qu'encourager une transition vers la décroissance raisonnée et l'économie circulaire, en limitant le gaspillage et en réduisant la consommation d'énergies qu'elle soit fossile ou renouvelable. De même, intégrer le bien-être mental et social dans les objectifs de santé publique, en réponse à l'augmentation du stress lié aux crises économiques et environnementales ainsi qu'ajouter des objectifs spécifiques pour protéger les ressources rares (comme l'eau ou les métaux critiques), en s'assurant qu'elles soient exploitées de manière durable et équitable. Le PNUD joue un rôle clé dans cette nouvelle dynamique, en assurant la coordination et le suivi des progrès vers un développement réellement durable.